

Aides aux opérateurs audiovisuels : de nouvelles voix grondent

Politique Le secteur se mobilise et demande à la ministre Greoli (CDH) de réévaluer ses décisions.

Après les cinémas Nova et Galeries, c'est autour du Festival "Filmer à tout prix" et de l'Association des ateliers d'accueil, d'école et de production audiovisuelle (Aaapa) de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) de monter au créneau pour dénoncer les décisions émises par la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels (COA).

Pour mémoire, conformément aux dispositions du décret "cinéma" de 2011, telles que modifiées le 22 février 2017, l'ensemble des subventions accordées aux opérateurs audiovisuels à partir de 2018 s'inscrivent désormais dans le cadre de conventions de deux ou quatre ans. C'est à la COA qu'il est revenu d'examiner les demandes de soutien. En 2017 lui sont parvenus 60 projets de cinémas, festivals ou distributeurs de films. Elle en a retenu 50, pour un montant total de 3,37 millions d'euros.

"Si la décision de la COA peut paraître surprenante, elle résulte d'un sentiment partagé que le Festival 'Filmer à tout prix' a fait son temps."

La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels

Les décisions sont tombées, faisant des heureux mais aussi, légitimement, des déçus et des mécontents. Parmi eux, le Festival "Filmer à tout prix", festival du cinéma documentaire, qui s'est vu informé par la ministre de la Culture Alda Greoli (CDH), suivant l'avis de la COA, de la suppression de son aide financière structurelle au 31 décembre 2017. "A ce jour, il n'y a plus aucune aide pour 'Filmer à tout prix', ce qui hypothèque grandement son existence", alerte l'équipe du festival. Pourquoi une telle décision ? Si la COA reconnaît "la spécificité qu'a toujours eu le festival qui propose une programmation pointue de documentaires d'auteurs", elle dit ne pas être "convaincue par le positionnement du festival à Bruxelles, où il semble avoir perdu en force et en rayonnement face à un environnement audiovisuel qui a fort évolué ces dernières années et à l'égard duquel le festival ne semble pas avoir su s'adapter". Elle estime en outre que "le montant demandé (Ndlr : 60 575 €) et le projet ne sont pas en adéquation. La hauteur de l'aide est jugée trop élevée par rapport au projet de biennale proposée". Et de conclure que bien que consciente du fait que "le festival a été initié il y a de nombreuses années par la FWB elle-même [...]", sa décision "résulte d'un sentiment partagé que le Festival a fait son temps". Pourtant, "Filmer à tout prix" rassemble en moyenne 7 000 spectateurs par édition...

"Un virage dans la politique culturelle"

Même désarroi du côté de l'Aaapa. La COA a octroyé 1,29 million aux 14 ateliers d'école, d'accueil et de production ayant sollicité une aide. Mais "leurs conventions passent de quatre à deux ans et certains d'entre eux subissent une diminution de leur enveloppe de fonctionnement", déplore l'Aaapa, qui s'inquiète de cette décision qui, "prise parallèlement à la suppression du soutien au Festival 'Filmer à tout prix', est le signe d'un virage dans la politique culturelle de la FWB et constitue une dangereuse atteinte à la vitalité d'un certain cinéma de création". La COA, en revanche, justifie : "A l'examen des dossiers, la plupart des membres ont le sentiment d'une déperdition de moyens et d'énergie. La spécificité de chacun des projets n'apparaît pas de manière évidente de même que leur impact sur le secteur audiovisuel de la FWB et la complémentarité de leurs actions." La ministre a annoncé qu'elle rencontrera "prochainement les responsables des différents ateliers pour entendre leur point de vue et dessiner des pistes pour une évolution cohérente de ce secteur".

St.Bo.